

L'EXPRESS : Mêlée confuse entre journalistes,
J.J. S.S. et lobby pro-israélien

POLITIQUE

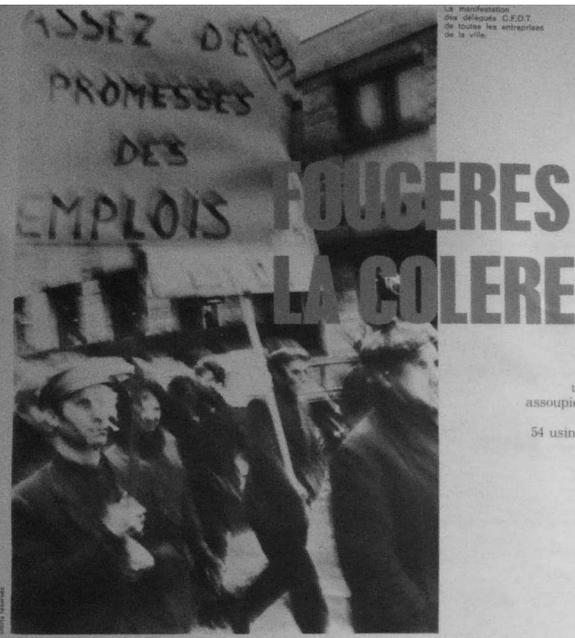
Hebdo

numéro 15, jeudi 14 janvier 1971 ; prix : 3 F - « politique hebdo », 14-16, rue des petits-hôtels, paris (10^e)

TELEPHONE :
ÇA MARCHE...
POUR LES
BANQUIERS



EXCLUSIF : L'E.T.A. NOUS PARLE



PROMESSES

COULÈRES

LA COULÈRE

Pour les touristes, une petite ville tranquille, assoupie au pied de son château. Pour ceux qui y vivent, 54 usines qui ferment leur porte en un quart de siècle. Et Fougères devient Fougères-la-coûlere...

22 décembre : à l'usine Leclerc (mécanisme de précision), la grève dure depuis trois jours. Les salariés réclament le respect des qualifications professionnelles (des ouvriers qualifiés, titulaires du C.A.P., sont employés comme OS et touchent 70 francs par mois) et une augmentation des salaires de 8 % en 1971, dont 3 % au 1^{er} janvier. Le président-directeur général, M. Leclerc, qui habite Paris, a refusé dès le second jour de la grève. Il ne s'est plus manifesté depuis. Il laisse mourir.

Le lundi 22 décembre enfin, il arrive à Fougères, rencontre les délégués (C.G.T.). Il leur offre 5 %, dont 2 % au 1^{er} janvier. Rien de plus. « Pas question de discuter d'autre chose maintenant », dit-il. D'ailleurs le repas à Paris.

Lorsque les délégués rapportent ces propos aux travailleurs, la réaction est immédiate : « On l'a sous la main, on le garde. Pas question qu'il s'en aille. » Durant vingt-quatre heures, les ouvriers se relaient pour garder M. Leclerc et le directeur de l'usine de Fougères, enfermés dans leur bureau. Le mardi soir enfin, M. Leclerc cède, accepte de discuter. Un compromis est trouvé, signé en présence de tout le personnel assemblé : 3 % au 1^{er} janvier, rendez-vous le 15 janvier pour discuter des classifications et des autres augmentations.

Souriant, rasé de près, M. Leclerc reçoit les journalistes. « Je n'ai pas été maltraité », dit-il.

« Les mettre sous clé »

Autre entreprise fougéroise : la S.A. Martinot (travaux publics, 270 salariés). Le 15 décembre, elle ne peut faire face à ses échéances. Le tribunal de commerce nomme deux « curateurs » pour l'administrer provisoirement : un avocat de Fougères, M. Massart, et l'adjoint au maire de Rennes, M. Graff.

La manifestation des délégués C.F.D.T. de toutes les entreprises de la ville.

vous est contre la séquestration, vous ne devez pas la faire. » On vote : unanimité pour. Immédiatement, dix huit solidaires gaillards s'entassent dans trois voitures, surgissent dans les bureaux de l'entreprise et clouent des planches sur les portes pour empêcher les curateurs de sortir. Les autres ouvriers les rejoignent à pied. C'est la deuxième séquestration de Fougères.

« Nous nous paierons »

« Ça que la nouvelle parvient à Paris, Marcelin se fâche. Coup de téléphone au sous-préfet : « Envoyez les gendarmes mobiles. » Ceux-ci sont en place à 9 heures du soir. Le face-à-face avec les ouvriers dure près de deux heures. Deux heures de tension. A 22 h 50 enfin, alors que le sous-préfet, à bout de patience, s'apprête à céder aux sollicitations de Paris et à transmettre l'ordre de charger, les ouvriers libèrent M. Massart et M. Graff.

Ceux-ci ont cependant dû signer un texte par lequel ils s'engagent à « entreprendre, avec les délégués C.F.D.T., toutes démarches auprès des pouvoirs publics en vue d'obtenir les crédits nécessaires pour le redressement de l'entreprise Martinot ».

Des ouvriers racontent : « On ne les a pas maltraités. On leur a offert des sandwiches et du vin rouge. On a même donné un seau hygiénique à Massart pour qu'il puisse pisser. Bien sûr, quand Graff a essayé de se sauver par la fenêtre, on l'en a empêché. »

Béranger, le responsable C.F.D.T., explique : « Nous ne sommes pas pour les séquestrations, parce qu'elles s'attaquent à des hommes et que ce n'est pas aux hommes que nous en avons. Surtout ceux-là, qui après tout n'étaient pour rien dans la mauvaise gestion de l'entreprise. Mais qu'on ne nous oppose pas la légalité. Pourquoi respecterions-nous le code pénal quand les autres violent le code du travail ? Si cette action a permis de poser le problème, il faut bien dire, malheureusement, qu'elle a été utile. »

Judi, à la réunion de tous les délégués C.F.D.T. de la ville, Béranger a demandé : « Quel est votre avis sur cette action ? » Un seul a répondu : « Chez nous, on est contre. » Un deuxième a répliqué : « Nous, on est pour. » Les autres n'ont rien dit, mais ils ont pris des airs goguenards qui ne trompent pas. A quoi bon jouer les hypocrites ? A Fougères, le climat n'est pas à s'apitoyer sur ce pauvre M. Leclerc ou ce pauvre M. Massart.

Autre entreprise de Fougères : A.I.V. (Applications Industrielles du Verre). Le 8 décembre, ses 40 salariés reçoivent leurs lettres de licenciement. Aussitôt après, l'entreprise dépose son bilan. M. Massart est nommé syndic de faillite.

Les licenciés demandent à le voir. Ils sont reçus le 14 décembre. Ils savent que la caisse est presque vide. Ils demandent : « Nos salaires seront-ils payés ? En nos indemnités de congés payés, de vacances, de licenciement ? Est aussi le souvenance de l'affaire Méré ? »

M. Massart est évasif : « Vous avez été licenciés avant ma nomination. Juridiquement, je ne vous connais pas, sinon comme créanciers. Créanciers prioritaires, certes, mais... »

Les salariés font pas hésité : « Si nous ne sommes pas payés, ont déclaré leurs délégués devant M. Massart, l'inspecteur du travail et le sous-préfet présents, nous nous paierons. Nous posons nous-mêmes les scellés sur le matériel de l'usine et nous monterons la garde de vant. »

La menace a-t-elle servi ? Le 18 décembre, toutes les sommes dues aux salariés d'A.I.V. ont été versées.

Les notables de Fougères s'affolent : Fougères était naguère si tranquille... Que se passe-t-il ?

Fougères n'a pas toujours été une petite ville tranquille. Les anciens se souviennent des grandes grèves de jadis : celle de 1902 — des photos de l'époque décorent les couloirs du local C.F.D.T. — et celle de 1921, et surtout celle de 1932, qui a duré huit mois et à l'issue de laquelle les 8.000 ouvriers de la chaussure ont repris le travail saine, la rage au cœur (1).

Cet échec a marqué toute une génération. C'est probablement à cause de lui que, pendant près de trente ans, on n'a guère lu le nom de Fougères dans les chroniques sociales. Mais ce temps n'est plus.

En 1967, cinq entreprises ont fermé coup sur coup. Le nombre des chômeurs a approché le millier. Le 26 janvier 1968, une manifestation de 8.000 personnes s'est déroulée toute la journée dans la ville. Les grilles de la sous-préfecture ont été enfoncées, des cailloux jetés dans les fenêtres du député Couat, des bagarres ont eu lieu avec les C.R.S. Ce jour-là a été, en Bretagne, un des signes avant-coureurs de mai 68. Et à Fougères, c'était le réveil.

Depuis, les choses sont de plus en plus claires. Il y a à Fougères deux camps. Dans l'un, la majorité des travailleurs. Dans l'autre, les

notables. Des hommes comme Martinot et son directeur Marel, tous deux adhérents au maire, ou comme le patron d'A.I.V., Mabeau, qui préside naguère le groupement interprofessionnel patronal.

Ce groupement a diffusé le 5 janvier un communiqué disant : « Les événements qui ont perturbé à nouveau profondément le climat local compromettent gravement les intérêts de la population tout entière dans la mesure où les informations qui sont données constituent, vis-à-vis du monde extérieur, une contre-propagande pour l'industrie de Fougères. Ils découragent toutes les initiatives et rendent stériles les efforts entrepris pour susciter l'implantation de nouvelles industries à Fougères. »

Réponse d'un licencié de chez Martinot : « La paix sociale, ils l'ont eue pendant des années. Qu'est-ce qu'ils en ont fait ? »

René Molino

(1) L'industrie de la chaussure reste la plus importante activité de Fougères. Mais elle n'occupe plus aujourd'hui que 3.800 salariés dans une dizaine d'entreprises. Très rentables aux aurores de la mode et de la consommation individuelle, ces entreprises réduisent progressivement les heures de travail.



Après la manifestation du 26 janvier 1968 — les grilles de la sous-préfecture ont été enfoncées.

APRES BURGOS L'E.T.A. NOUS PARLE



Le procès de Burgos a placé, sous les projecteurs de l'actualité, l'E.T.A. (« Le Pays Basque et sa liberté »), l'organisation révolutionnaire à laquelle appartiennent Izko et ses compagnons. Que pense aujourd'hui l'E.T.A. ? Quelle stratégie est la sienne ? Quelles formes de lutte préconise-t-elle ? Trois porte-parole de l'organisation ont bien voulu répondre à ces questions, et à d'autres...

— Comment interprétez-vous le verdict de Burgos et la condamnation des peines de mort décidée par Franco ?

— Il ne fait pas de doute que Izco et ses compagnons ont été sauvés par l'action des masses dans le pays même, principalement en Euzkadi où cette action a été particulièrement vigoureuse, mais aussi dans les autres parties de l'Etat espagnol, et également par la mobilisation internationale. Ce dernier facteur nous paraît très important, car c'est probablement le premier fois depuis la guerre que l'internationalisme s'est manifesté d'une manière aussi concrète et efficace.

— A notre avis, au cours de cette crise, il s'est produit un changement de toute la conjoncture : au départ, il s'agit d'un défi du pouvoir dont l'offensive, essentiellement dirigée contre l'E.T.A., a été déclenchée à un moment de vive résonance de la lutte de classes dans l'ensemble de la péninsule. Avec le procès de Burgos, le pouvoir voulant, en même temps que couronner le processus de répression contre l'E.T.A. et contre la lutte du peuple basque, empêcher l'éclatement de cet « automne chaud » dont on commençait à parler. Mais un fait relativement nouveau a surgi, qui a été la riposte des masses. Et cette mobilisation a atteint un tel niveau que le défi lancé par le fascisme s'est transformé en un défi des masses contre le pouvoir, contre l'Etat fasciste dans son ensemble.

— Il apparaît que cette intervention directe des masses, qui a souvent revêtu un aspect spontané, a débordé, dans le pays basque, mais aussi à Barcelone, les limites des partis. Ce fait, qui nous a tous surpris, reflète une situation plus révolutionnaire que lorsque l'action passe par tout un tremblement d'intermédiaires, avec ce que cela suppose de difficultés bureaucratiques.

— Enfin, il est primordial de souligner la prise de conscience sans précédent qui s'est opérée

dans la classe ouvrière au cours de ces luttes, en ce qui concerne les problèmes nationaux qui se posent à l'Espagne. En Euzkadi, pour la première fois, c'est la classe ouvrière qui a pris la tête d'une revendication fondamentalement patriotique et nationale. La bourgeoisie basque s'est ainsi vu retirer le monopole qu'elle détenait sur une question que la classe ouvrière se doit d'assumer : non seulement parce que le combat national constitue tactiquement, en tant que facteur mobilisateur, la destruction du fascisme, mais aussi parce qu'il s'agit d'un problème politique que seule la classe ouvrière peut porter jusqu'à ses ultimes conséquences au sein d'une révolution prolétarienne, une révolution socialiste.

— Au niveau des autres peuples de la péninsule, les mots d'ordre de « solidarité avec les patriotes basques » et « avec l'E.T.A. » ont témoigné de cette prise de conscience à laquelle, paradoxalement, ont participé les sbayats, tels que « Vive Franco, A bas l'E.T.A. », cris au cours des manifestations fascistes. Un prolétaire andalou, par exemple, ne pouvait manquer d'entendre par là que qui n'était pas avec Franco était avec l'E.T.A., et du même coup de faire son problème qui, jusqu'alors, lui semblait être celui de quelques bourgeois basques. Or, il nous paraît absolument nécessaire que les autres peuples de l'Etat espagnol assument cette question nationale, non par la proclamation purement formelle du droit à l'autodétermination, mais par une pratique concrète de l'internationalisme.

— Quelle est votre analyse de la situation actuelle de l'Etat espagnol, et comment appréciez-vous les contradictions surgies au sein du régime ?

— Nous estimons qu'il s'agit de contradictions à l'intérieur d'un même camp, et donc d'un phénomène secondaire. L'épreuve de

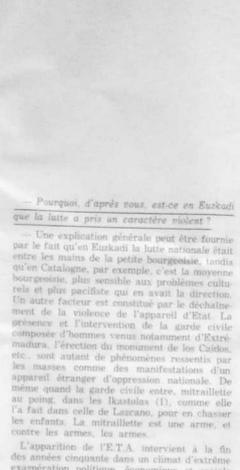
force s'est déroulée entre, d'une part, les masses, d'autre part, le régime considéré dans sa totalité.

— A cet égard, nous sommes en désaccord avec l'analyse du parti communiste d'Espagne lorsqu'il interprète le dénouement du procès de Burgos comme un triomphe sur les sbayats. C'est enlever son caractère général au combat qui a constitué un affrontement avec l'ensemble du système. Pour nous, il s'agit d'une déroute du fascisme et de toute la bourgeoisie — des « ultras » comme de ceux que l'on appelle « évolutionnistes ». Aucune différence essentielle ne sépare les uns des autres. La politique de la bourgeoisie, de ceux de l'Opus Dei comme des phalangistes, se fonde sur la répression, et il n'existe que des divergences sur la manière de l'appliquer.

— Bien évidemment, les contradictions qui surgissent au sein des sphères dirigeantes comme dans l'armée — qui reste et restera un instrument de répression pour empêcher la prise du pouvoir par le prolétariat — peuvent servir les forces révolutionnaires à des fins tactiques, mais elles ne sauraient être placées au centre d'une stratégie.

— D'autre part, il nous semble qu'un danger apparaît aujourd'hui en Espagne : celui de voir l'effort et la lutte de la classe ouvrière utilisés pour des intérêts qui lui sont étrangers ; la classe ouvrière fournissant une base sociale à ce que l'on nomme « l'opposition modérée ». Les représentants de cette « opposition », en dépit de différences de détail, sont en fait des fascistes (nous pensons par exemple au centre de Motrico) qui, une fois au pouvoir, appouvaient finalement un système qui ne serait sans doute pas la réplique exacte de celui de Franco, mais dans lequel, plus que « l'intégration », c'est la répression qui continuerait d'être l'arme fondamentale de la classe dominante.

Un village basque... C'est d'abord à la campagne que l'E.T.A. a porté ses efforts



— Pourquoi, d'après vous, est-ce en Euzkadi que la lutte a pris un caractère violent ?

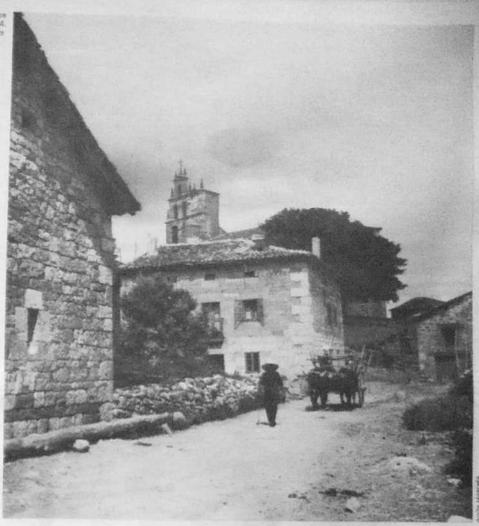
— Une explication générale peut être fournie par le fait qu'en Euzkadi la lutte nationale était entre les mains de la petite bourgeoisie, tandis qu'en Catalogne, par exemple, c'est la moyenne bourgeoisie, plus sensible aux problèmes culturels et plus facile à diriger, qui a pris la direction. Un autre facteur est constitué par le déchaînement de la violence de l'appareil d'Etat. La présence et l'intervention de la garde civile, composée d'hommes venus notamment d'Extrême-meur, l'érection du monument de los Caños, etc., sont autant de phénomènes ressentis par les masses comme des manifestations d'un appareil étranger d'oppression nationale. De même, quand la garde civile, mitrailleuse au poing, dans les Ruskotas (1), comme elle l'a fait dans celle de Lascruzo, pour en chasser les enfants. La mitrailleuse est une arme, et contre les armes, les armes.

— L'apparition de l'E.T.A. intervient à la fin des années cinquante dans un climat d'extrême exaspération politique, économique et sociale de la petite bourgeoisie ; de nombreux petits commerçants, la petite industrie concentrée (notamment en Catalogne), en Galicie et en Bascque, avaient été alors conduits à la ruine par le plan de « stabilisation économique » inauguré à ce moment par le leader de l'Opus Dei, Ullastres.

— Peu après survient un événement de portée internationale, la révolution cubaine, qui devait nous manquer pendant des années. Un livre de Claude Delmas sur la guerre psychologique paru en 1961 aux Presses Universitaires a également contribué à nous orienter vers la recherche d'une révolution de type gauchiste. Longtemps, l'activité de l'E.T.A. a été déterminée par la composition sociale de notre mouvement qui était — nous ne voyons aucun inconvénient à le reconnaître — d'origine petite bourgeoisie. Or le propre de la petite bourgeoisie, qui a une position de classe ambiguë, est d'être tentée de riposter à l'oppression par la violence individuelle, et non de masse. Nous pensions, et ce fut notre erreur, qu'à l'action d'une minorité le pouvoir riposterait, non seulement contre cette minorité, mais contre l'ensemble du peuple, et qu'aurait le processus action-répression fait en se développant jusqu'à l'insurrection armée. Mais nous étions facilement repérables et la répression s'abattait sur nous. Nos cadres étaient arrêtés, condamnés à des trente années de prison, et cette répression empêchait le travail politique et organisationnel quotidien dans les quartiers, les usines, et l'ancrage de l'avant-garde dans les masses.

— Il est certain que les actions militaires de l'E.T.A. en Euzkadi ont été un facteur de « conscientisation » et de sensibilisation du peuple. Malgré ses origines et son idéologie petite bourgeoises, l'E.T.A. a eu une pratique révolutionnaire. Mais en dépit de nos succès pour nous lier aux masses, nous ne sommes parvenus qu'à tisser avec elles des liens psychologiques. Les masses nous admirèrent, nous applaudissent — ou nous sifflent — mais nous ne les intégrons pas.

— Après la terrible répression qui nous a frappés en avril, le problème s'est posé de repenser notre activité, et nous pouvons nous demander jusqu'à quel point susciter une certaine admiration ne revient pas à désigner les masses de leur véritable intérêt révolutionnaire qui est d'entrer elles-mêmes en confrontation directe avec les forces répressives. Le « foetus », analysé par Régis Debray dans son livre « Révolution dans la révolution », fut notre



« bébé », s'il peut être efficace dans d'autres pays, ne nous paraît pas applicable aujourd'hui à la situation d'un pays développé.

— Il est à peine surprenant de préciser que nous restons partisans de la lutte armée, parce que pas d'autre alternative, en raison de la nature de l'Etat et de l'armée, pour parvenir à la prise du pouvoir. Ce que nous rejetons aujourd'hui, c'est une pratique de l'action militaire d'Etat, c'est une pratique de l'action politique détachée de l'action politique de masse.

— Quelles sont vos structures organisationnelles et quelles évolutions ont-elles subies ?

— La pratique militaire a déterminé durant de nombreuses années l'ensemble de la pratique politique de notre organisation. La répression qui s'en est suivie nous a contraints à des formes d'organisation très clandestines. Les militants étaient répartis en petits groupes — sans relations entre eux — de deux ou trois membres, au lieu des traditionnelles cellules de huit à dix membres qui offrent plus de possibilités pour le travail politique dans les usines, les quartiers, etc.

— D'autre part, le contenu petit bourgeois de notre idéologie avait des répercussions directes sur notre stratégie, où l'accent n'était pas mis sur la lutte de classes, mais sur les contradictions nationales, ce qui se reflétait directement dans nos structures et notre tactique : nous portions nos efforts davantage sur les villages que sur les zones de concentration industrielle, et surajoutions le rôle des alliés du prolétariat. Enfin, une dérogation certaine nous amenait à une politique populiste.

— Mais notre pratique révolutionnaire devait déterminer des secteurs de la jeunesse ouvrière, en premier lieu d'origine basque, mais aussi des immigrés, à rejoindre l'E.T.A. Dès lors, la base sociale du mouvement va progressivement changer. Les ouvriers deviendront à la base le groupe quantitativement majoritaire, tandis que des leaders ouvriers accèdent à la direction du mouvement. Cette transformation de la base sociale a entraîné un changement de l'idéologie et, par conséquent, de la stratégie et des structures de l'E.T.A. Sans renoncer aux autres formes d'activités (front culturel, etc.), l'accent fondamental a été mis sur la lutte de classes, c'est-à-dire sur la lutte économique qu'en tant qu'avant-garde nous avançons l'obligation de transformer en lutte politique offensive contre le système. Et une section spé-

cialisée appelée « front ouvrier » a été créée à cette fin.

— Aujourd'hui, alors que notre mouvement est en pleine transformation, c'est cette évolution que nous voulons approfondir. Notre effort se porte essentiellement sur la création d'organisations intermédiaires dans les usines, les quartiers ouvriers ; des « juntas » anti-répression — sortes de soviets très primaires — ont été constituées ces jours-ci. Nous entendons consolider les organisations de masses, essentiellement dans la classe ouvrière. Parallèlement à cette lutte pratique, nous menons une lutte idéologique au sein de l'E.T.A. afin surtout d'éviter le bureaucratisme et le dirigisme — défauts que nous reprochons aux commissions ouvrières.

— Sur quelles bases s'est réalisée la action intervenue en septembre dernier, lors de la VI^e assemblée de l'E.T.A. ?

— C'est le processus de prolétarisation de l'E.T.A. qui a conduit à la scission. L'assemblée a signifié la transformation d'une organisation petite bourgeoisie en une organisation de classe. L'E.T.A. était alors constituée de deux groupes qui ne pouvaient continuer à cohabiter : le groupe petit bourgeois voulant poursuivre une politique de commandos isolés, tandis que nous entendions construire une organisation dont la lutte armée et la pratique politique s'accorderaient avec la lutte politique des masses.

— Alors que nous considérons que la contradiction fondamentale en Euzkadi est la lutte des classes, le groupe exclu accorde la priorité au problème national, et préconise la constitution d'un front qui ne serait rien d'autre qu'une addition mécanique d'organisations. Il s'agit là d'un front national bourgeois, et non pas d'un front du prolétariat entraînant à ses côtés ses alliés dans ce domaine spécifique de la lutte nationale. Or, dans un pays où 85 % de la population est contrainte de vendre sa force de travail, il est évident que l'hégémonie doit revenir à la classe ouvrière.

— Il est clair pour nous que le groupe exclu est une organisation patriottique petite bourgeoise, et que ses membres ne sont pas des fascistes, ou des gens de droite, mais des combattants révolutionnaires.

— D'autre part, en ce qui concerne Euzkadi et les militants qui, avec lui, ont quitté l'E.T.A. au cours de cette assemblée, nous croyons qu'ils ont fait une erreur dans l'analyse de la

situation politique en Euzkadi, et qu'ils ont sous-estimé les possibilités de notre mouvement de se dégager de l'influence petite-bourgeoise.

— Comment voyez-vous l'avenir de l'Euzkadi ?

— Le droit à l'autodétermination constitue notre position de principe : le peuple basque doit avoir la possibilité de décider de son destin. Celui-ci peut aussi bien se réaliser dans la séparation, que dans l'union avec le reste de l'Etat espagnol. Mais nous ne pouvons pas nous prononcer à l'avance en faveur de l'une ou l'autre solution.

Notre position, quand la question se posera, sera fonction des conditions concrètes et des intérêts supérieurs du prolétariat. La bourgeoisie ayant laissé échapper en son temps l'opportunité de donner une solution à ce problème, nous pensons que seule aujourd'hui la classe ouvrière, en réalisant sa révolution prolétarienne, est capable d'offrir au peuple la possibilité de s'autodéterminer. Aussi, donner à la lutte patriotique un contenu révolutionnaire, afin qu'elle soit irrécupérable par quelque secteur que ce soit de la bourgeoisie, est notre objectif stratégique.

Si, à un moment donné, la séparation permet de soustraire une partie du pays à la domina-

tion impérialiste, alors nous serons pour cette solution : tel serait le cas par exemple si la révolution triomphait en France ; alors aussi le centre de la lutte passerait du sud, où il se trouve actuellement, au nord, à Bayonne. Si, à l'inverse, une sécession à la katangaise était tentée pour soustraire le pays à la révolution, alors nous nous opposerions à la solution séparatiste.

Interview recueillie par
Anne Olivier

(1) Il s'agit d'écoles privées, payées par les parents, et où l'on enseigne la langue basque qui est ignorée dans les écoles d'Etat. Elles sont le fruit d'une réaction contre l'oppression culturelle et linguistique.



Du temps de la liberté... De gauche à droite : Izco, Echevarria, Onalidia, Irasqui, Uriarte. De ces cinq hommes, quatre ont été condamnés à Burgos. Le cinquième, Echevarria, arrêté après avoir été grièvement blessé par la « guardia civil », a été condamné au cours d'un précédent procès.

les "militaires" : priorité à la lutte nationale

Notre correspondant à Pau, Jean-Pierre Félix a, de son côté, recueilli les déclarations de K. Iulen de Madariaga, un des représentants du groupe qui a été mis en minorité à la VI^e assemblée de l'E.T.A.

Ce groupe — communément dit des « militaires » — prétend conserver la dénomination d'E.T.A.

— En Amérique latine, un problème de même nature commence à se poser au Pérou et en Bolivie, où une majorité d'habitants ne connaissent pas l'espagnol : les révolutionnaires doivent apprendre la langue de ces gens. Mais ailleurs, il s'agit d'une lutte de classes à l'état chimiquement pur, pourrait-on dire : il n'y a pas de problème national. Il s'agit — en Uruguay, en Argentine, au Chili, etc. — de peuples opprimés par une bourgeoisie nationale, soutenue évidemment par l'impérialisme américain.

On pourrait prendre aussi l'exemple du Portugal, de l'Espagne (sans le Pays basque, la Catalogne et la Galicie) et de la France. Là non plus ne se pose pas le problème national, car ces pays ne sont pas occupés par une puissance colonisatrice ou par des troupes étrangères, comme c'est le cas chez nous.

— Sur quelles analyses fondez-vous votre stratégie ?

— La question nationale n'a pas été tellement développée par Lénine. En fait, au début de son activité, il ne connaissait pas le problème. Mais, à partir de 1915-1917, se forme, chez Lénine, une idée très claire sur le problème des pays nationalement opprimés. Et il insiste sur le fait que le droit à l'autodétermination signifie le droit de constituer un nouvel Etat, le droit, pour ses minorités, de se séparer de l'Etat auxquelles elles appartiennent.

Tout cela a été barré pendant la période stalinienne, malgré le fait que ce soit Staline qui ait écrit, en 1913, son fameux ouvrage sur la « Question nationale », où il définissait, d'ailleurs assez bien, ce qu'est une nation. Non seulement, il a, plus tard, escamoté cette question, mais il a même noyé dans un bain de sang son propre pays, la Géorgie,

à laquelle Lénine avait accordé l'indépendance, comme à la Finlande.

Cela explique, à mon avis, l'attitude des partis communistes occidentaux à l'égard de la question nationale : il y a des déclarations du P.C. espagnol ou du P.C. français qui ne se différencient guère à cet égard de déclarations faites par des personnalités de droite.

deux faces inséparables

Pour en revenir chez nous, nous pensons que lutte des classes et question nationale sont les deux faces d'un même problème : que, dans un pays comme le nôtre, tronçonné en deux morceaux, opprimé culturellement et linguistiquement, la contradiction nationale est la contradiction principale, et que c'est seulement après l'avoir résolue qu'on pourra se concentrer sur la lutte de classes.

Mieux : nous croyons que la lutte de libération nationale, et donc l'indépendance de notre pays, vont automatiquement nous conduire à l'établissement d'un régime socialiste chez nous. Parce que, aujourd'hui, au XX^e siècle, et en Europe occidentale, on ne peut concevoir qu'un pays se libère nationalement sans faire, en même temps, la révolution socialiste.

Ces différences de conceptions se traduisent au niveau stratégique. Nous préconisons une stratégie de Front de Libération nationale tandis que l'autre groupe préconise un front ouvrier espagnol. Il laisse ainsi de côté nos frères du Nord ; d'autre part, dans un tel front, les Basques ne représenteraient qu'une fraction, au même titre que le représentant de Saragosse ou de Santander. Pour nous, cela signifie effacer le problème national...

P.H. — Comment et sur quelles bases s'est faite la scission ?

I. de M. — Le problème basque repose sur deux contradictions principales. D'une part, il y a contradiction entre peuple opprimé et peuples oppresseurs, ou plutôt Etats oppresseurs, en l'occurrence l'Etat français bourgeois et l'Etat espagnol fasciste. D'autre part, il y a au sein de la société basque, la contradiction entre la bourgeoisie basque qui, pour nous, est étroitement liée à l'oligarchie espagnole, et la classe ouvrière basque.

L'autre tendance de l'ETA considère la lutte de classes comme la contradiction principale, tandis que pour nous c'est la contradiction nationale qui prime, ce qui ne signifie pas qu'on jette par-dessus bord la question économique-sociale.

— Est-ce que vous vous référez à d'autres luttes, à celles qui se mènent, par exemple, en Amérique latine ?